Gilets jaunes, avocate, naturopathe, ex-militaire : les profils hétéroclites des partisans du projet secret de coup d'État



[Source : leparisien.fr]

Par Jérémie Pham-Lê et Vincent Gautronneau
Le 23 mars 2022 à 15h13, modifié le 24 mars 2022 à 06h48

Une avocate en exercice, un ancien policier, un ancien militaire, d'anciens Gilets jaunes… Ce nouveau coup de filet antiterroriste dans la mouvance conspirationniste, le QAnon français, réserve des surprises quant aux profils des cibles visées. Selon des sources proches de l'enquête, sept suspects – cinq hommes et deux femmes âgés de 36 à 62 ans – ont été placés en garde à vue ce mardi 23 mars dans la matinée par les enquêteurs de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) sur commission rogatoire des juges antiterroristes chargés du dossier sur Rémy Daillet. Leurs gardes à vue peuvent durer jusqu'à 96 heures.

> [Note de Joseph : l'avocate évoquée ici est très vraisemblablement Virginie de Araujo-Recchia.
> Voir :
> Une avocate antivax kidnappée et séquestrée par les barbouzes de Macron
> et
> L'avocate Virginie de Araujo-Recchia placée en garde à vue.
>
> Remy Daillet-Wiedemann évoquait publiquement un renversement pacifique et aurait alors tenu un autre discours en privé.
>
> Tout ceci tend à confirmer que la violence est la pire des solutions, d'autant plus lorsque le rapport de force est disproportionné. (Voir aussi : Pourquoi la non-violence ?)
>
> De nos jours, le Nouvel Ordre Mondial dispose concrètement de considérablement plus de moyens que les peuples qui y sont de plus en plus soumis. Les armées, les forces policières, les systèmes judiciaires, les entreprises internationales, les banques centrales, les

institutions mondiales telles que l'ONU et l'OMS, les ressources minérales, la majorité des terres agricoles, etc. sont sous son contrôle. Ce n'est pas Goliath contre David, mais Méga Goliath contre micro David. Et trop d'êtres humains s'en accommodent, consciemment ou non, pour que le rapport de force puisse changer au cours des prochaines années.

La seule solution humainement envisageable passe par l'élévation de la Conscience humaine, individuelle et collective, sachant qu'il s'agit habituellement d'un processus long et qui marche difficilement sur des individus hypnotisés. Il ne fonctionne réellement bien que par la valeur de l'exemple. Autrement dit, nous devons individuellement incarner le changement que nous souhaitons voir collectivement un jour se réaliser dans le monde. Si nous voulons vivre dans un monde en paix, nous devons individuellement vivre et exprimer la non-violence, y compris dans nos propos oraux comme écrits. Si nous voulons vivre dans un monde libre, nous devons d'abord nous libérer individuellement des chaînes actuelles de la société matérialiste en refusant notamment ses symboles d'asservissement tels que le masque, la distanciation sociale et les confinements. Nous devons nous libérer de la peur de la maladie et de la mort. (Voir aussi : La clef de la libération.)

En dehors de cela, il faudrait compter sur une intervention aliénigène, surnaturelle ou divine.]

Ces sept personnes ont été interpellées à Paris et en province. Tous sont entendus pour des chefs « d'association de malfaiteurs terroriste criminelle » et « provocation à la commission d'acte de terrorisme ». Tous sont ciblés pour leurs liens avec Rémy Daillet, un ancien cadre du MoDem devenu idole des milieux complotistes, et leur connaissance de son projet secret de coup d'État baptisé « Opération Azur ». Depuis la Malaisie où il était réfugié avant son extradition en France, le gourou de 56 ans est en effet soupçonné d'avoir monté une organisation paramilitaire clandestine sur l'ensemble de la France, avec des cellules régionales cloisonnées, afin de préparer un renversement populaire visant à faire tomber les institutions et préparer la prise du pouvoir par le peuple.

Les suspects placés en garde à vue participaient activement aux échanges sur les messageries chiffrées du groupuscule. Les enquêteurs cherchent à savoir s'ils ont simplement émis une sympathie intellectuelle pour les idées de Rémy Daillet ou s'ils ont pleinement adhéré au projet d'action violente. Le recours à la force aurait été clairement envisagé dans les échanges et certains participants cherchaient à se procurer des armes. « Il est évident qu'il faudra forcer, écrivait ainsi France Royale, pseudonyme de Rémy Daillet, à ses lieutenants. Jusqu'au moment où l'adversaire peut ouvrir le feu. À ce moment-là, nos troupes d'assaut ont toute licence pour répliquer, l'ordre d'ouvrir le feu peut être donné. »

Parmi les activistes, figure une avocate du barreau de Paris. Les magistrats ont dû demander l'aval du bâtonnier de Paris afin de procéder à une perquisition dans ses bureaux professionnels. Surnommé « Vidular » au sein du groupe, cette avocate fiscaliste représentait, selon la DGSI, « le deuxième volet » du plan de Rémy Daillet. Chargée du « côté juridique » du groupe, elle s'était notamment fendue d'une vidéo où elle accusait le gouvernement de « terrorisme d'État, génocide et escroquerie en bande organisée ». Des arguments qui, associés à un dépôt de plainte, permettaient selon elle de légitimer l'opération Azur. Dans cette vidéo, elle incitait aussi les policiers, les gendarmes ou les militaires à sortir de leur devoir de réserve afin « d'entrer dans le devoir de protection ». Une habitude au sein des réseaux de Rémy Daillet. D'anciens membres des forces de l'ordre et de sécurité sont d'ailleurs entendus depuis ce matin en garde à vue.

D'autres profils moins aguerris illustrent le caractère protéiforme du réseau mis en place partout en France par le complotiste. Ainsi de Valérie d'A. « Psychologue et naturopathe » âgée de 62 ans, elle propose en janvier 2021 sa candidature à Christophe M. – ancien lieutenant-colonel de l'armée de terre décoré de la Légion d'honneur et « officier recruteur » de l'organisation – pour devenir cheffe de région. « Je tire et je suis prête à toute action », promet-elle dans un mail capté par la DGSI. Elle organisera même un entraînement pour « ses troupes » et promet à son supérieur d'entreprendre des actions dans « la plus grande discrétion et la plus grande sécurité afin de ne pas compromettre l'action finale. »

Autre profil étonnant : Sylvain B. Décrit comme un Gilet jaune de la première heure, il a participé à au moins une réunion conspirative début 2021 et envisageait, selon un de ses complices, « un truc un peu musclé où on aurait eu un peu plus de temps d'antenne, à BFMTV ou ailleurs ». Une dizaine de personnes sont déjà mises en examen dans ce dossier tentaculaire.